

Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure, 246, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, France

Bruxelles, le 8 décembre 2025

Madame Monique Barbut,

Nous écrivons au nom d'un groupe de professionnels de la santé et de la médecine pour exprimer notre profonde inquiétude face aux risques de recul concernant la suppression prévue en 2035 de la vente de nouvelles voitures et fourgonnettes essence et diesel. La suppression complète des véhicules à moteur thermique (ICE), telle qu'énoncée dans le règlement (UE) 2023/851, est **une mesure essentielle de santé publique** pour réduire la pollution de l'air et les maladies respiratoires, cardiovasculaires et cardiométaboliques et les cancers du poumon qui y sont associées, et pour renforcer la résilience. Les récentes inquiétudes exprimées par une partie de l'industrie automobile européenne, ainsi que par plusieurs États membres, notamment l'Allemagne, la République tchèque et la Slovaquie, mettent ce calendrier en péril et **risquent de conduire à des retards ou à un affaiblissement de l'objectif.**

La pollution de l'air, y compris celle provenant des véhicules à moteur thermique, a des effets profonds sur la santé publique. En Europe, chaque année, la pollution de l'air est responsable de **plus de 300 000 décès prématuress**. [Les données montrent que](#), en 2022, la pollution de l'air a été responsable de plus de **40 000 décès en France**. La pollution contribue aux maladies cardiaques, aux AVC, au cancer du poumon, à l'asthme, à la BPCO, au diabète, à la démence, aux complications de la grossesse et aux troubles du développement chez l'enfant. De plus, ces effets sont **inégalement répartis** : les enfants et les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques, les femmes enceintes et les groupes marginalisés sont les plus touchés, l'exposition étant plus élevée parmi les populations à statut socio-économique plus faible, avec d'importantes disparités entre pays et régions.

En tant que professionnels de la santé et de la santé publique, nous observons directement les effets de la pollution de l'air sur les individus et sur le système de soins. De cette perspective, nous appelons la France à rester résolue et à maintenir l'objectif de suppression des véhicules à moteur thermique d'ici 2035. La santé de tous les citoyens européens dépend de cet engagement – nous ne pouvons pas nous permettre de faire marche arrière.

Les preuves sont claires: selon [l'Agence européenne pour l'environnement](#), le transport routier est l'une des principales sources de dioxyde d'azote (NO₂) et de particules fines (PM_{2,5}), respectivement 56,5 % et 29,3 %. Selon les [Lignes directrices de l'OMS sur la qualité de l'air \(2021\)](#), il n'existe pas de niveau d'exposition sûr pour ces particules ; ce que l'on sait en revanche, c'est **qu'elles ont un impact significatif sur la santé humaine**. Surtout [lorsqu'elles sont combinées](#), ces substances participent à une **augmentation de la mortalité liée aux maladies cardiovasculaires, respiratoires et métaboliques**. De plus, l'exposition aux PM_{2,5} est liée au **cancer du poumon** ; [les données montrent](#) à la fois un risque accru de développer cette maladie et une mortalité plus élevée chez les personnes concernées. Dans les zones urbaines fortement peuplées où les moteurs à combustion sont concentrés, la situation est [encore plus grave](#) : l'exposition y est plus élevée et les possibilités d'atténuation plus limitées, ce qui augmente les risques sanitaires. [En Europe](#), par exemple, plus de 7 % des décès cardiovasculaires sont attribuables à la pollution de l'air, y compris aux émissions provenant des véhicules, et ce pourcentage est encore plus élevé pour certaines pathologies cardiovasculaires spécifiques. Par ailleurs, malgré les

premiers efforts pour respecter les politiques de qualité de l'air, des données récentes montrent que la population française est exposée à des niveaux de PM_{2,5} 1,6 fois supérieurs aux recommandations de l'OMS.

En termes simples, **la suppression progressive des véhicules ICE signifie moins de décès prématurés, une meilleure qualité de vie avec des enfants en meilleure santé et des vies plus longues et plus actives pour tous les citoyens européens**. Cela permet non seulement de rendre le système de santé plus résilient et la société plus juste, mais aussi de réduire les coûts de santé et d'apporter des bénéfices économiques, renforçant ainsi la **compétitivité européenne**. La solution est à notre portée ; ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique pour maintenir le cap.

Pour ces raisons, nous réaffirmons notre ferme soutien à l'engagement de l'Union européenne visant à mettre fin à la vente de nouveaux véhicules essence et diesel d'ici 2035. Cette mesure est essentielle non seulement pour la santé publique et la réduction des polluants atmosphériques toxiques, mais aussi pour l'environnement et le climat. Retarder ou affaiblir cet objectif met des vies en danger, prolonge la dépendance de l'Europe aux combustibles fossiles, porte atteinte à notre droit à un air pur et alimente les crises environnementales et climatiques.

Nous avons la possibilité de conduire cette transition de manière équitable : transformer la production tout en minimisant les impacts négatifs sur l'emploi, avec le soutien des gouvernements, de l'industrie et des citoyens, en France et dans toute l'Europe. Les signataires soutiennent unanimement ces mesures et appellent les décideurs politiques à agir.

Signataires

European Cancer Organisation (ECO)

European Confederation of Primary Care Paediatricians (ECPCP)

European Lifestyle Medicine Council (ELMC)

European Public Health Alliance (EPHA)

European Respiratory Society (ERS)

European Union of Medical Specialists (UEMS)

International Diabetes Federation - European Region (IDF Europe)

International Society of Doctors for the Environment (ISDE Italy)

VAS-European Independent Foundation in Angiology/Vascular Medicine

Health for Future, Austria

Initiative Gesundes Österreich (IGÖ), Austria

Kinder- und Jugendgesundheit Leuchtturm, Austria

Slovenian Coalition for Public Health, Environment and Tobacco Control, Slovenia

Kabinet praktického lékařství 3. lékařská fakulta Univerzity Karlovy, Czech Republic

Respire, France

Berufsverband der Fachärzte für Psychosomatische Medizin und Psychotherapie (BPM) e.V., Germany

Berufsverband der Kinder- und Jugendärzt:innen BVKJ e.V. - Ausschuss Kindergesundheit und Klimawandel, Germany

Deutsche Gesellschaft für Allgemeinmedizin und Familienmedizin e.V. (DEGAM), Germany

Health for Future, Germany

KlimaDocs e.V., Germany

KLUG - Deutsche Allianz Klimawandel und Gesundheit e.V., Germany

Physicians Association for Nutrition e.V., Germany

Praxis Dr Schulze, Germany

Stiftung Gesunde Erde - Gesunde Menschen, Germany

Associazione Culturale Pediatri (ACP), Italy

Dipartimento di Epidemiologia del Servizio Sanitario Regionale del Lazio (DEP), Italy

Lega Italiana per la Lotta contro i Tumori (LILT), Italy

Civilization Transformation Section of the Polish Society of Health Programs, Poland

No Gravity, Slovakia

Asma y Alergia, Spain

International Society of Doctors for Environment, Switzerland